

CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE-ET-MARNE

Séance du vendredi 15 octobre 2010

DÉLIBÉRATION N° CG-2010/10/15-0/01

Commission n° 4 - Solidarités, Santé Publique et Logement
Rapporteur :

Commission n° 7 - Finances
Rapporteur :

OBJET : Motion relative à la ponction annoncée de l'Etat sur les budgets des organismes HLM.

LE CONSEIL GÉNÉRAL,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU le Règlement Intérieur du Conseil général, notamment dans son article 66,

DECIDE

D'émettre la motion suivante :

CONSIDERANT le projet du Gouvernement consistant à prélever sur les organismes HLM plus de 2% des loyers collectés en 2010 soit 340 millions € par an

CONSIDERANT que cette somme représente pour l'office HLM de Seine-et-Marne, près de 1,2 millions €, soit 10% des travaux de gros entretien réalisés en 2010,

CONSIDERANT la diminution régulière des aides à la pierre depuis plusieurs années (-74 % cette année pour le budget logement de l'Etat),

CONSIDERANT que cette mesure annoncerait la fin de ces aides et le désengagement total de l'Etat de la construction et de la réhabilitation du logement social en France,

CONSIDERANT que ce sont les ménages les plus modestes qui financeraient désormais les aides au logement qui leur sont destinées,

CONSIDERANT que ce prélèvement compromettrait notamment la volonté du mouvement HLM de contenir l'évolution de loyers en 2011,

CONSIDÉRANT que cette mesure mettrait durablement en cause la poursuite des actions engagées en faveur de la construction de nouveaux logements, de la rénovation urbaine et de la réhabilitation du parc existant,

CONSIDÉRANT la position unanime des Etats Généraux du logement dénonçant cette mesure,

L'Assemblée départementale,

DENONCE le prélèvement du Gouvernement sur le budget des bailleurs sociaux,

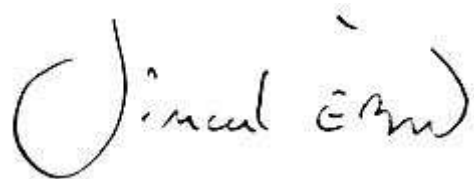
EXIGE le retrait de ce projet inéquitable et contre-productif,

DEPLORE le désengagement de l'Etat vis-à-vis d'un secteur important pour répondre aux besoins de la population ; secteur déjà fragilisé sur le plan financier,

DEMANDE au Gouvernement de dégager les marges de manœuvres pour mieux financer le mouvement HLM.

Adopté à l'unanimité

LE PRÉSIDENT

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Vincent Éblé', written in a cursive style.

Vincent ÉBLÉ